

Amélioration de la compétitivité de la filière porcine française par l'aliment

Partenariats
Fabricants d'aliments, experts

Financeurs
Programme national de développement agricole et rural, Inaporc

Contacts
didier.gaudre@ifip.asso.fr ;
herve.marouby@ifip.asso.fr

VALORISATION

Publication : rapport
« Amélioration de la Compétitivité de la filière porcine française par l'aliment. Stratégies possibles et préconisations », IFIP, 2014.

CONTEXTE ET OBJECTIFS

L'aliment porc s'est renchéri ces dernières années et la production d'aliments industriels s'est tassée en France, en raison de la baisse de la production porcine. L'état de la fabrication industrielle de l'aliment pour animaux et ses perspectives sont donc d'une **importance majeure pour la filière**.

Une étude sur la compétitivité de la filière porcine française par l'aliment a été réalisée pour décrire et analyser la situation de ce maillon pour le porc, les déterminants de son évolution structurelle et de sa compétitivité. Elle vise à dégager des stratégies possibles et à élaborer des préconisations pour **maintenir l'outil « aliment » français à un haut niveau de performance**.

L'étude s'est appuyée sur la participation de 21 opérateurs de l'industrie de la nutrition animale (fabricants d'aliments et une firme-service), coopératifs et privés des régions Grand-Ouest, Sud-Ouest, Centre et Centre-Est, à des entretiens, selon un questionnaire détaillé.

La synthèse, sur 20 entreprises, couvre **89% de la production d'aliments composés**.

RÉSULTATS

L'étude met en évidence les caractéristiques opérationnelles des entreprises et des critères d'efficacité (productions par espèce, taux d'utilisation des capacités, tonnage par salarié, organisation de la logistique...).

Selon les opérateurs, la « marge brute » (différence entre prix de vente et coût matières premières) doit, pour l'équilibre économique des outils (couverture de l'ensemble des frais et des investissements) s'élever à **30 €/t dans le grand ouest**.

En dehors de cette zone, elle est plus diverse entre **32 et 42€/t**.

L'analyse des coûts « usine » met en évidence l'incidence de certains paramètres, comme le **coût de la granulation** (« facturé » plus cher, car bien valorisé en élevage).

Dans le coût de revient total, apparaît l'importance des **frais liés au transport**. Il tend à être supérieur au coût de fabrication usine et est très variable selon les usines et les régions. Les entreprises cherchent activement à réduire ce poste.

Les autres coûts (support, administratif, achats-formulation, vente, coûts financiers, etc.), sont conditionnés par de nombreux facteurs : volumes fabriqués, nombre parfois élevé de formules, cahiers des charges, équipe technico-commerciale...

Enfin, ont été inventoriées d'autres facteurs de renchérissement comme le **non-OGM**, au-delà du surcoût sensible du « coût matières ».

La **gestion des approvisionnements en matières premières** constitue une fonction essentielle de l'activité de production d'aliments composés.

Les pratiques sont variées en terme de taux de collecte de céréales par rapport aux besoins : entre 20 et 40% pour une majorité des entreprises, tandis que certaines d'entre sont autosuffisantes. Des insuffisances apparaissent dans l'accès à certaines matières premières comme les **coproduits** en raison de l'éloignement des sources.

D'autres contraintes logistiques, au sens large, se révèlent handicapantes.

Ces dernières années, outre l'augmentation des cours des matières premières et les difficultés de répercussions sur leurs clients, les fabricants ont dû assumer l'allongement des **délais de paiement** et la **vulnérabilité économique et financière d'une partie des éleveurs**.

Ils ont aussi proposé à leurs clients une **contractualisation** des livraisons d'aliment à prix fixé, sur des périodes variables, grâce à des couvertures de prix et volumes sur les marchés à terme ou à livraison différée des matières premières.

Les industriels ne jugent pas illégitime la **fabrication d'aliment à la ferme** en « humide », mais pensent que FAF « sèche » est injustifiée, ses coûts réels étant sous-estimés.

La question du « **lien au sol** » leur apparaît néanmoins un élément important de l'avenir de la filière porcine française.

Pour les entreprises interrogées, une activité « aliment », rattachée à un groupe associant **coopérative** polyvalente, collecte, agro-fourriture et aval restera toutefois un **facteur de développement d'une production porcine** dans leur périmètre.

